



Termes de Référence :

Étude sur l'accès à la nationalité (analyse de la législation et des pratiques administratives) en Haïti dans le cadre du projet:

Promouvoir le plaidoyer pour réduire l'apatridie en République Dominicaine

Le Centre d'observation des migrations et du développement social dans les Caraïbes (OBMICA) est un Centre de recherche (*think tank*) qui promeut l'action centrée sur les migrations et le développement social dans les Caraïbes, et qui plaide pour les droits humains des migrants et leurs familles en tant que clé du développement de la consolidation démocratique et de la citoyenneté inclusive. Son travail est guidé par les valeurs de respect des droits de l'homme, l'engagement à bâtir une société plus démocratique, la promotion de la paix et de la non-violence, l'égalité des sexes, le respect de la diversité et de l'interculturalité, la promotion des opportunités pour la jeunesse, et la solidarité.

Ses objectifs sont les suivants:

- Mener des recherches appliquées et observer les dynamiques migratoires à Hispaniola, dans les Caraïbes et ses diasporas, comme outils de changement social et de plaidoyer dans l'élaboration des politiques publiques.
- Renforcer les capacités des groupes clés de la société travaillant sur la question de la mobilité et du développement humain.
- Plaidoyer pour des politiques publiques favorisant le respect des droits des migrants et de leurs familles et leur application.
- Servir de passerelle entre les garants des droits, les défenseurs et les sujets de droits, en promouvant le dialogue et l'identification de solutions respectueuses des droits de l'homme.

Contexte :

OBMICA exécute un projet qui cherche à promouvoir le plaidoyer pour réduire l'apatridie en République Dominicaine.

L'objet général du projet :

L'objet général de l'action est le suivant :

Promouvoir le plaidoyer pour réduire l'apatridie et le risque d'apatridie. Dans la République Dominicaine, plus de 100 000 personnes ont été dénationalisées par la sentence 168 de la Cour constitutionnelle et, six ans après la mise en œuvre de la loi 169-14, elles n'ont toujours pas pu accéder à des documents dominicains.

Dans la pratique, l'initiative procurera le plaidoyer politique en faveur de la réduction des cas d'apatridie dans la République Dominicaine des Dominicains d'origine haïtienne qui ont été dépouillés de leur nationalité dominicaine suite à un arrêt de la Cour constitutionnelle en 2013. Le principal problème reste le niveau lent et inégal auquel les gens dénationalisés ont pu accéder à leur documentation et, par conséquent, à leur nationalité de manière durable.

Un des résultats spécifiques attendus pour atteindre cet objectif est le suivant :

La production de nouvelles connaissances et analyses (avec lesquelles renforcer l'incidence politique) sur les rôles et les responsabilités de l'État haïtien envers les personnes d'origine haïtienne née hors d'Haïti dans l'acquisition de la nationalité haïtienne (reconnaissant qu'Haïti a récemment signé et ratifié (2017) les deux conventions des Nations Unies sur l'apatridie); en rendant l'information et l'analyse disponibles aux acteurs clés en RD et en Haïti (en espagnol et en français);

Une autre consultation qui concerne les rôles et les responsabilités de l'État dominicain à la lumière du litige stratégique concernant la dénationalisation et ses suites dans la RD est le sujet des autres termes de référence.

Recherche sur la législation passée et actuelle sur la nationalité haïtienne, ainsi que la politique et la pratique de l'accès à la nationalité haïtienne pour les personnes nées hors d'Haïti de parents haïtiens ;

Tenant compte du fait que dans les premiers mois, le monde, et en particulier l'île, a été touché par le COVID-19, la consultation doit prendre en compte des stratégies de travail adaptées à cette réalité.

Taches de la consultation:

- Rencontre initiale virtuelle avec l'équipe de gestion du projet ;
- Préparation d'un plan de travail ;

- Revue documentaire de la législation passée et actuelle sur la nationalité haïtienne pour comprendre la situation *de jure* relative à la législation haïtienne sur la nationalité ;
- Mener des investigations sur la politique et la pratique au regard de l'accès à la nationalité haïtienne pour les personnes nées hors d'Haïti de parents haïtiens afin de comprendre la situation *de facto* relative à l'accès à la nationalité ;
- Travailler en étroite collaboration avec les principales parties prenantes qui ont accès à l'information concernant la nationalité haïtienne, tels que les membres du parlement, les avocats, les juges ou d'autres personnes travaillant ou affectés par le sujet, et visites/discussions sur le terrain pour mieux comprendre la situation *de facto* relative à l'accès à la nationalité ;
- Analyser et évaluer les informations recueillies ;
- Présenter le matériel produit à OBMICA pour une révision et validation consensuelle ;
- Présenter le rapport d'étude final dans les causeries appropriées (virtuelles ou présentiels) ;

Méthodologie

A titre d'exemple, une combinaison de techniques est proposée :

- Recherche et Analyse documentaire ;
- Réunions internes ;
- Groupes de discussion (avec des personnes touchées / leurs compagnons), si possible ;
- Entretiens approfondis (divers acteurs clés, dont les avocats, les membres du parlement et les juges) ;
- Questionnaires (au besoin).

Produits

Rapport d'étude final sur la législation passée et actuelle sur la nationalité haïtienne, ainsi que la politique et la pratique concernant l'accès à la nationalité haïtienne pour les personnes nées hors d'Haïti de parents haïtiens.

Durée de la consultation : 3 mois, commençant dès la signature du contrat.

Profil du candidat pour la consultation :

- Professionnel ;
- Diplômé en droit ou dans un sujet en lien avec l'étude ;

- Expérience dans l'accès aux documents d'état civil en Haïti, l'accès à la nationalité haïtienne et les droits de l'Homme ;
- Bonnes relations interpersonales ;
- Diplomatie ;
- Bonne capacité de synthèse et d'écriture en français ;
- Expérience dans l'organisation des groupes de discussion ;
- Sensible à la question du genre, l'intersectionnalité et les relations binationales entre Haïti et la République Dominicaine.

Date limite pour présenter sa candidature:

Les personnes intéressées par cette consultation devraient envoyer leur CV et une lettre de motivation à : obmicard@gmail.com; bridget.wooding@obmica.org avant le 27 juillet.